

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

# L'exception française

David Wagner

**C'est parti ! Dans un peu plus d'une semaine, les résultats du premier tour de l'élection présidentielle française seront connus. Et avec eux l'état de la gauche.**

Les uns la disent ennuyeuse, surtout celles et ceux, qui, dans le microcosme médiatique parisien, confondent une élection politique avec une émission de télé-crochet. Pourtant, l'élection présidentielle qui bat son plein en France constitue un événement majeur, non seulement pour l'Hexagone, mais aussi au-delà de ses frontières. Si la France d'aujourd'hui n'est plus « le centre du monde » qu'elle prétendait être à d'autres époques, elle reste la cinquième puissance économique mondiale, détentrice de la force de frappe nucléaire, est membre permanent du conseil de sécurité de l'ONU et seconde population de l'Union européenne après l'Allemagne. Sans oublier qu'elle a su maintenir un résidu de présence outre-mer, que ce soit directement par le biais des DOM-TOM (elle partage sa principale frontière commune avec... le Brésil !), voire indirectement avec sa politique post-coloniale africaine.

S'y ajoute cette originalité institutionnelle : contrairement à quasiment l'ensemble de ses partenaires européens, l'élection majeure n'est pas la législative, mais bien celle du chef de l'Etat. La constitution gaullienne de la cinquième république est la fille de la période tourmentée de la révolution algérienne, cette quasi guerre civile qui amena un général au pouvoir suite à une sorte de coup d'Etat insti-

tutionnel qui aurait bien pu être mené les armes à la main.

Dans ce carcan institutionnel, qui fait élire au peuple son caudillo tous les cinq ans, s'inscrit une « originalité » française supplémentaire : l'imprévisibilité politique. Forcément, la population d'une nation à laquelle on apprend dès les premières années passées sur les bancs d'école qu'elle est surgie d'une rébellion contre l'ordre établi, d'une révolution qui changea la face du monde en inspirant bien d'autres (notamment les libérations latino-américaines) n'a pas vocation à accepter sagement ce qu'elle considère être injuste. Et ce réflexe contestataire ne s'arrêta pas là : révolution de juillet en 1848, Commune en 1871, mai 1968. Plus proche et plus pacifique, plus « sage » aussi, le dernier soubresaut contestataire eut lieu en 2005, où une majorité de citoyen-ne-s fit capoter le projet de traité constitutionnel européen, exprimant une exaspération face au modèle néolibéral et dessinant pour les années à venir la nouvelle « barricade » idéologique.

Et nous voilà en 2012, date fétiche des apôtres de toutes les apocalypses, et qui se trouve être l'année du probable début du crépuscule du modèle économique et politique que nous connaissons. Et il fallut évidemment que cette date coïncide avec l'élection du ou de la président-e de la république.

Les jeux sont-ils faits ? Si la France a jusqu'à présent bien résisté à l'instauration d'un bipartisme absolu, verrouillant le pouvoir dans les mains





Quelle que sera l'issue du premier tour, elle sera également l'occasion pour établir de nouveaux rapports de force entre les différentes formations de la gauche française.

De gauche à droite en haut:  
François Hollande (Parti Socialiste),  
Jean-Luc Mélenchon (Front de Gauche),  
Eva Joly (Europe Ecologie-Les Verts),

De gauche à droite en bas:  
Philippe Poutou (Nouveau Parti Anticapitaliste)  
et Nathalie Arthaud (Lutte Ouvrière).



PHOTOS : FRANÇOIS HOLLANDE, GUEINGL, EUROPEAN PARLIAMENT, PHOTO THÉÂTRE ROUGE/IMB, ASSEMBLÉE NATIONALE

de deux grandes formations, l'une de centre-gauche et l'autre de centre-droit, plusieurs tendances l'ont toutefois poussé dans cette direction ces dernières années. A droite, la création de l'UMP (Union pour un mouvement populaire) par Jacques Chirac en vue de lancer son dauphin d'alors, Alain Juppé, à sa succession, ambitionnait de fédérer toutes les composantes de la droite française traditionnelle à l'image du Parti populaire espagnol. Si la droite a regardé au-delà des Pyrénées, c'est de l'autre côté des Alpes que le Parti socialiste est allé chercher son inspiration avec les fameuses « primaires » de la gauche italienne, expérimentées pour la première fois en France pour cette élection. Mais voilà, on ne coule pas toutes les traditions politiques dans le même moule. Très vite à droite, c'est le chrétien-démocrate François Bayrou qui est sorti de son maquis béarnais pour entrer en résistance contre la machinerie gaullo-sarkozyste.

## Tumultes et fracas de la gauche

A gauche, les clivages sont plus profonds. En raison d'une conscience politique profonde pétrie par son histoire faite de tumultes et aussi de victoires, la gauche française - à l'exception du Portugal et dans une certaine mesure de l'Italie - fait bande à part en Europe. Il fallut que la social-démocratie française en vienne à se « normaliser » au milieu des années 1970 avec sa prise en main par François Mitterrand pour qu'elle dépasse électoralement le puissant mais très

moscovite Parti communiste. Nous connaissons la suite de l'histoire. Toutefois, malgré le lent crépuscule du PCF, la gauche de la gauche a repris du poil de la bête. Rien qu'aux dernières élections présidentielles de 2007, ses candidat-e-s (Besancenot, Laguiller, Bové et Buffet) totalisaient 9 pour cent des voix. En 2002, ce score était alors de plus de 13 pour cent. Des scores qui auraient peut-être été supérieurs si les candidatures n'avaient été ni tant éparpillées, ni tant dominées, en 2007, par un « double vote utile » en faveur de Ségolène Royal afin de faire barrage aussi bien à Nicolas Sarkozy qu'à Jean-Marie Le Pen.

A l'image de bien d'autres formations de la « gauche de la gauche » européenne, la gauche de la gauche française se trouve depuis le milieu des années 1990 dans un long et difficile processus de recomposition fait d'unions, suivies d'autant de désunions et de conflits. Au passif dévastateur de l'expérience soviétique se rajoutent les dissensions au niveau des perspectives stratégiques : alliances politiques et électorales, question des participations gouvernementales, etc... Certaines expériences semblaient tout à fait prometteuses (en Italie, le Parti de la Refondation communiste au début de ce siècle, le Parti socialiste aux Pays-Bas, le Bloc de Gauche portugais ou encore Die Linke en Allemagne), mais n'ont pas toujours su faire face aux multiples défis se présentant à eux.

Désormais, tous les regards (de gauche) se portent sur la France.

Non seulement parce que, d'après les instituts de sondages, le candidat socialiste François Hollande maintient son avance sur le président sortant, mais aussi et surtout grâce à la « surprise » Jean-Luc Mélenchon. Depuis quelques semaines, l'ancien dirigeant de la gauche du PS s'est installé devant Marine Le Pen et François Bayrou et fait figure de « troisième homme ». Mais plus que les sondages, ce sont les rassemblements monstres (120.000 à Paris, 20.000 à Lille et 70.000 à Toulouse, selon les organisateurs) ainsi que celui de Marseille le 14 avril, dont les organisateurs espèrent qu'il dépasse le rassemblement de la Bastille, qui témoignent d'un intérêt grandissant pour le candidat dont le but est de fédérer « l'autre gauche », celle de la rupture avec le modèle de gestion néolibéral, pour, finalement, et en s'inspirant de l'histoire récente des gauches « radicales » sud-américaines, dépasser la gauche social-démocrate.

Reste à savoir ce que feront les formations qui n'ont pas souhaité intégrer le Front de Gauche, notamment le Nouveau Parti Anticapitaliste. La formation du très médiatique Olivier Besancenot traverse actuellement une grave crise, faite de départs vers le Front de Gauche et, selon nos renseignements, d'une motivation en berne parmi celles et ceux qui continuent à soutenir leur candidat. Car la candidature de Philippe Poutou, successeur de Besancenot, n'a pas réussi à décoller. La faute certainement à son manque d'aisance médiatique et son purisme militant, mais également à la

« locomotive » du Front de Gauche. En effet, les conditions ne pouvaient être meilleures pour Mélenchon : face à lui, un candidat socialiste peu charismatique et surtout représentant de l'aille libérale du PS. Une candidate verte, Eva Joly, qui n'a jamais cru à ses chances et dont le positionnement plus « gauchiste » par rapport à la direction du parti lui vaut de devoir batailler plus contre son propre camp qu'en faveur de sa candidature. Finalement, les candidatures d'extrême-gauche (Poutou et Arthaud de Lutte Ouvrière), qui restent anecdotiques. Le tout dans un contexte économique de crise du capitalisme qui n'a certainement pas encore dit son dernier mot. Tout comme la gauche de la gauche française, quel que soit d'ailleurs le résultat du premier tour de l'élection le week-end prochain.

La semaine prochaine :

## La France qui démondialise ?

Eclipsée à présent par le glissement de la campagne électorale vers les thématiques sécuritaires, la question des marges de manoeuvre des politiques économiques avait marqué le débat au sein de la gauche. Et redeviendra d'actualité en cas de victoire de celle-ci.